

SAIDA

Les habitants du douar Ouled Amirat ont soif

Dans une pétition signée par 63 pères de famille et dont une copie nous a été remise le week-end dernier, les protestataires interpellent les plus hautes autorités du pays pour l'adduction d'eau de leur déshérité douar dénommé Ouled Amirat, 12 km à l'est du chef-lieu de wilaya.

En effet, les responsables de ce douar délaissé précisent qu'ils boivent carrément le *ghdir* (eau du oued). "Nous avons marre de

l'achat des citernes d'eau potable qui nous coûte jusqu'à 800 DA et notre pouvoir d'achat ne nous permet point de nous offrir ce produit que nous considérons comme un luxe." Une virée en compagnie du responsable du douar effectuée par nos soins chez le directeur de l'hydraulique (DHW) a tout de même permis d'apaiser la colère des habitants du douar.

En fait, le DHW a promis de prendre en considération leurs revendica-

tions en examinant toutes les possibilités qui se présenteraient. Notons que le douar de Ouled Amirat est distant du chef-lieu de la commune de Hassasnas dont il relève administrativement de seulement 1500 mètres et est peuplé de 1 500 âmes. Pis, les responsables dudit douar pensant carrément partir vers d'autres lieux plus cléments et d'abandonner leurs terres, fermes et bétail si des mesures urgentes ne sont pas

prises pour régler définitivement ce problème qui n'a que trop duré.

Soulignons que toute opération de fonçage d'un puits ou d'un forage à l'intérieur du périmètre de protection de la nappe phréatique sur une distance de 50 km² est soumise à l'accord préalable de l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH). Mais dans ce cas, il s'agit d'un intérêt général qu'elle ne peut leur refuser.

Abdelkader Ouedjedi

TIARET

Les pompiers ont intervenu 10 447 fois en 2004

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tiaret ont intervenu 10 447 fois durant l'année 2004 dans différents types d'accidents et autres catastrophes, avec l'évacuation vers les structures sanitaires de plus de 8 750 personnes.

Parmi ces interventions, 126 l'ont été dans des cas d'accidents de la circulation survenus pour la plupart sur la RN40 et la RN23 reliant respecti-

vement Tiaret à Djelfa et Tiaret à Mascara et Laghouat occasionnant 33 décès et 248 blessés. Pour ce qui est de l'asphyxie, les mêmes services ont fait ressortir dans leur bilan 67 interventions durant lesquelles il a été déploré 3 morts alors que 84 personnes ont pu être secourues.

La majorité avait inhalé du dioxyde de carbone dégagé par des appareils de chauffage non

conformes ou encore en raison des fuites de gaz dues à la défectuosité des conduites.

En matière d'incendies, l'on saura que le nombre d'interventions a atteint les 395, notamment durant la période des grandes chaleurs où l'on recense la destruction de 453,7 hectares de forêts, plus précisément le pin d'Alep connu pour être vulnérable aux flammes, et 729 hectares de cul-

tures céréalières en plus de 4838 bottes de foin ravagées.

Par ailleurs, au volet visites et constats effectués par les services de la prévention de la même direction conjointement avec les différentes commissions locales de sécurité, surveillance et de contrôle, le document fait état de 857 cas et 31 études préventives.

Mourad Benameur

SIDI-BEL-ABBES

Deux pompes à essence sans plomb pour la wilaya

Pour une wilaya aussi importante que Sidi-Bel-Abbès, il n'existe actuellement que deux pompes à essence sans plomb, l'une au niveau du chef-lieu et l'autre dans la daïra de Ben Badis. Les autres stations ne sont malheureusement pas approvisionnées par ce produit, "le seul carburant qui n'a pas connu dernièrement d'augmentation mais plutôt une baisse de 0,75 DA. L'essence sans plomb est connue pour son effet non polluant d'autant plus que le parc automobile algérien ne cesse d'augmenter avec les marques de voitures étrangères représentées en Algérie et les facilités d'achat rendant leur

acquisition plus aisée.

Les véhicules récents dont le moteur fonctionne à l'essence sont munis de catalyseur qui réduit fortement la pollution, il nécessite un carburant moins nocif que l'essence sans plomb.

Dans un pays comme l'Algérie qui dispose d'énormes ressources d'hydrocarbures qui plus est fabricant d'essence, la consommation des carburants "super", "normal" et gazoil devrait être réduite au maximum et les stations dotées de pompes à essence sans plomb pour préserver l'environnement, un domaine qui coûte des millions à l'Etat.

A. M.

**MASCARA**

Violence autour des établissements scolaires

De la violence verbale à la violence physique qui, heureusement, n'est pas fréquente pour le deuxième cas. Beaucoup de délinquants gravitent autour de certains établissements scolaires, particulièrement au niveau des lycées, pour importuner les jeunes filles.

Parfois ce sont des automobilistes que la morale ne retient plus qui ont ce type de comportements sans cesse dénoncé par des parents d'élèves scandalisés lors de la dernière rentrée scolaire à El Bordj.

Certaines personnes ont tenu à nous signaler l'insécurité qui règne, selon elles, autour du lycée de cette localité. Il est vrai que cet établissement est quelque peu retiré.

Le comble sera atteint le 3 décembre 2004, à la sortie du lycée El-Moubayaâ de Ghriiss. Ce jour-là une jeune fille élève de terminale, âgée de 18 ans, sera agressée par un jeune de 25 ans, qui la guettait et tentera même de lui arracher ses boucles d'oreille. Elle s'en tirera avec plusieurs blessures. Traduit devant la justice, son agresseur écopera de deux mois de prison ferme en première audience et après l'appel introduit par le procureur général, la condamnation passera à six mois.

Les deux responsables de la fédération des parents d'élèves à qui nous devons cette information ont tenu à rendre hommage à la justice pour la rigueur de la sanction qui, espèrent-ils, fera tache d'huile et découragera les éventuels agresseurs. Ils attirent aussi l'attention des pouvoirs publics sur la gravité de cet état de fait comme ils souhaitent que les alentours de certains établissements scolaires soient mieux sécurisés.

Côté chefs d'établissements scolaires, nous nous sommes rapprochés de M. Abelwahab Bouabdallah, proviseur du mythique lycée Djamel-Eddine où lui-même a fait ses classes. Il nous donnera son avis sur la question.

La violence dans et autour des établissements scolaires, dira-t-il, est une réalité.

Où en ce qui concerne son établissement, notre interlocuteur nous fera savoir qu'avec le censeur et surveillant général, ils veillent afin de localiser d'éventuels cas de violence durant les entrées et sorties du lycée en tenant toutefois à préciser qu'il n'y pas eu de cas graves. Poursuivant, il revendiquera lui aussi des mesures exemplaires à l'encontre de délinquants reconnus coupables de telles situations autour des établissements scolaires. Tentant d'expliquer les raisons de ces comportements, surtout quand il s'agit de rixes entre lycéens, il les imputera aux bouleversements que connaît la société avec une dimension collective et surtout de la part des parents d'élèves qui ne débattent pas du sujet avec leur progéniture. Effectivement, d'une manière générale, la cellule familiale est disloquée mais d'autres raisons d'ordre social sont parfois à l'origine de ce mal.

A ce propos, M. Bouabdallah relèvera qu'il y a un sentiment de frustration chez les élèves démunis face à leurs camarades aux habits flamboyants et parfois en possession de téléphone mobile. Ce fléau qui a été banalisé a atteint un seuil alarmant. Les séminaires organisés autour de la question n'ont apparemment pas eu les résultats escomptés. Il appartient donc à la société entière de s'assumer.

M. Meddeber